le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494 Le 26 mai 2019 N° 456 PRIX : 0,60 Euro

Algérie

Malgré les manœuvres des dirigeants, la population reste mobilisée

Sommaire au verso

sommaire

Éditorial

Algérie
Malgré les manœuvres des dirigeants, la population reste mobilisée

Page 3
Mali : Le président agrandit la mangeoire pour acheter le silence de ses opposants

Page 4
Sénégal : des déchets toxiques empoisonnent la santé des habitants de Thiaroye

Page 5
Côte d'Ivoire : Non à l'ethnisme, à la xénophobie et au nationalisme !

Page 9
Soudan: la population continue d'exiger un gouvernement civil

Page 10

Éthiopie : les salaires parmi les plus bas du monde attirent des capitaux

Abonnement
France : (en éco-pli)
12 numéros : 15 euros
Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays : nous consulter

Adresse
Le PAT BP 42
92114 Clichy Cedex

Site internet:
www.uatci.org

Éditorial

Algérie

MALGRÉ LES MANŒUVRES DES DIRIGEANTS, LA POPULATION RESTE MOBILISÉE

Depuis trois mois, la population manifeste par centaines de milliers chaque vendredi, contre le pouvoir. Au début c'était contre le 5ème mandat de Bouteflika, mais plus les manifestants se mobilisent et plus ils prennent conscience de leur force. Bouteflika est tombé mais l'appareil d'État ainsi que les dirigeants des principales institutions sont pour la plupart en place. La population pauvre a raison de rester mobilisée pour exiger que tout le système doit changer.

Les classes riches de ce pays font tout pour que cette mobilisation s'arrête. Pour parvenir à cet objectif, les dirigeants qui assurent l'intérim ont jeté en pâture quelques personnalités détestées. C'est ainsi que Saïd Bouteflika, le frère du président déchu a été placé en détention provisoire. Deux anciens chefs des services de renseignements généraux ont été également arrêtés ainsi que quelques haut-cadres connus pour leurs liens avec le clan au pouvoir. Quelques hommes d'affaires connus pour leur enrichissement sous l'ère Bouteflika, sont priés de ne pas quitter le pays. Différentes autres mesures visant ceux qui ont mangé dans la main de Bouteflika ont été adoptées mais n'ont pas réussi à freiner le mouvement de contestation.

Pendant ce temps, les véhicules blindés de l'armée sont placés chaque vendredi dans les principales voies d'accès des grandes villes pour empêcher les manifestants en provenance des campagnes d'entrer en centre ville.

La colère ne faiblit pas car la population en a assez de ses conditions de vie misérables. Elle en a assez des prix élevés, des bas salaires, du chômage de masse et de la précarité. La crise est toujours là, la classe privilégiée qui confisque la manne pétrolière est toujours là. Si ce n'est pas la clique de Bouteflika, ça peut être une autre. L'armée, les forces de l'ordre, les services secrets, l'appareil d'Etat avec toutes ses institutions, constituent une force organisée colossale au service des capitalistes d'Algérie bien sûr, mais aussi au service des grandes puissances impérialistes qui réalisent des profits colossaux sur le labeur des travailleurs d'Algérie comme sur ceux d'autres pays.

En face de ces forces, les femmes et les hommes qui se battent tous les vendredis, font preuve de courage mais pour faire céder la bourgeoisie sur leurs revendications fondamentales, il leur sera nécessaire de faire preuve de beaucoup de détermination et surtout d'organisation. Ils

sont au pied d'une montagne à gravir. Si les travailleurs ne s'organisent pas sur la base de leurs entreprises, de leurs comités de quartiers, pour contrôler ceux qui sont en train de gérer la transition de l'État, ces gens-là ne cèderont rien et le régime s'en sortira en procédant à quelques ravalements de façade. Si les classes riches estiment que cela ne suffit pas, elles n'hésiteront pas à faire tirer sur la population.

Aider les travailleurs à se repérer, à s'organiser, à anticiper sur le camp d'en face, c'est le rôle d'un parti prolétarien et un tel parti reste à construire. Le temps presse car la mobilisation des travailleurs et de la population pauvre a commencé mais ce parti capable d'élever la conscience des travailleurs, de leur servir de boussole et de se hisser au rang d'état-major de la lutte, n'existe pas aujourd'hui en Algérie. Ceux qui ont la conscience de cette nécessité ont intérêt à s'associer dès maintenant pour que la lutte des classes pauvres ne débouche pas sur une impasse sanglante.

Mali

LE PRÉSIDENT AGRANDIT LA MANGEOIRE POUR ACHETER LE SILENCE DE SES OPPOSANTS

Suite à la crise gouvernementale qui s'est illustrée par la démission de l'ancien Premier ministre Soumeylou Boubèye Maïga, le président malien IBK a nommé un nouveau Premier ministre (Boubou Cissé). Celui-ci est présenté comme quelqu'un de consensuel et qui n'appartient à aucun parti politique. Mission lui a été donnée de constituer un « gouvernement d'union nationale ». Le vocabulaire à la mode actuellement c'est : « Dialogue politique inclusif », « esprit patriotique », « unité nationale », « sacrifices pour le pays », etc.

Dans la situation actuelle où son pouvoir a des difficultés à faire face à une contestation sociale et politique qui hésite de moins en moins à descendre dans la rue (comme tout dernièrement à l'appel des imams), IBK cherche en effet une bouffée d'oxygène en amadouant les partis d'opposition par la distribution de portefeuilles ministériels. Et comme cette mangeoire gouvernementale n'est pas assez grande pour accueillir autant de convives, elle a été agrandie démesurément. L'État malien se retrouve aujourd'hui avec 38 ministres, autant de chefs de cabinets, conseillers et autres associés ministériels. Chacun aura donc sa part du gâteau et la bouche pleine en échange de son silence sur la politique du pouvoir.

Mais les enseignants qui revendiquent depuis plusieurs mois des augmentations de salaires et des améliorations de leurs conditions de travail, n'obtiennent rien du gouvernement. Celui-ci laisse pourrir la situation au risque de faire subir une année scolaire blanche aux élèves. À moins que ces derniers et les enseignants sortent aussi dans la rue pour exprimer leur colère et pour montrer à IBK qu'ils n'entendent pas se sacrifier pour lui faire plaisir.

PÉNURIE D'EAU POTABLE À BAMAKO UNE ILLUSTRATION DE L'INCURIE DE L'ÉTAT

Le 10 mai dernier, à l'appel du Collectif contre la cherté de la vie, plusieurs personnes ont participé à un sit-in devant le siège de la Somagep (Société Malienne de Gestion de l'Eau Potable). Elles sont venues protester contre les coupures récurrentes d'eau à Bamako, surtout en cette période de forte chaleur. Cette société est en effet incapable d'assurer la distribution correcte de l'eau à la population, plus particulièrement

Un camion citerne livrant de l'eau dans un quartier de Bamako

à celle des quartiers populaires. Certes, elle organise des distributions d'eau par quartier pour dépanner les habitants, mais c'est loin d'être satisfaisant car il faut que chacun vienne avec des bidons pour se constituer une réserve.

Face à cette défaillance, de nombreux habitants sont contraints d'aller chercher de l'eau au fleuve ou bien de se contenter de l'eau de puits avec tous les risques de contamination que cela comporte. Ceux qui habitent loin du fleuve et qui n'ont pas accès à un puits sont contraints d'acheter l'eau à des livreurs. Cela revient cher pour de nombreux habitants qui survivent avec un très faible revenu.

Cette pénurie d'eau potable ne touche pas que la capitale ; d'autres villes à l'intérieur du pays (à l'exemple de Bourem) subissent le même sort.

Les responsables de la Somagep se déchargent sur « la baisse du niveau du fleuve » ou sur l'assèchement des nappes phréatiques mais c'est du pipeau pour masquer la responsabilité de l'État malien. Comment peut-on manquer d'eau potable à Bamako alors qu'on a de l'eau qui coule en permanence dans le fleuve Niger traversant cette agglomération ? On peut filtrer cette eau et la rendre consommable, mais l'État malien n'est même pas capable de réaliser cela car la santé de la population ne fait pas partie de ses priorités. Les caisses de l'État sont dilapidées par les tenants du pouvoir qui eux, ne manquent de rien !

Sénégal

DES DÉCHETS TOXIQUES EMPOISONNENT LA SANTÉ DES HABITANTS DE THIAROYE

À Thiaroye, dans la banlieue de Dakar, des habitants se plaignent d'une forte odeur dégagée par un dépôt de déchets toxiques abandonnés dans la cour d'une usine des ICS (Industries chimiques du Sénégal). Ces odeurs provoquent des irritations au niveau des poumons et des yeux. Cette usine de fabrique de pesticides a fermé ses portes en 2016 mais elle a abandonné environ 500 tonnes de déchets chimiques à même le sol, au risque de nuire gravement à la santé de ceux qui habitent dans les quartiers proches de l'usine.

Les habitants ont mis sur pied un Collectif pour alerter l'opinion publique et pour demander des comptes au ministre de l'Environnement. Celui-ci a fait le déplacement et a été contraint de constater qu' « il y a urgence » et que ces fûts abandonnés doivent être reconditionnés afin d'éviter des dégâts sur la santé des habitants. Le problème c'est que le Sénégal n'a, paraît-il, pas les moyens de traiter sur place ces déchets et qu'il faudrait par conséquent les transporter hors du pays pour les incinérer. Mais pourquoi donc a-t-on autorisé l'installation d'une usine chimique à cet endroit habité alors qu'on savait déjà qu'elle n'avait pas les moyens de traiter ses déchets sur place ?

Le ministre fait semblant de découvrir la gravité de la situation et pourtant son gouvernement est au courant depuis au moins 2016 puisque c'est lui qui a décidé de fermer l'usine pour des raisons de sécurité

en donnant l'ordre à la direction de l'usine de décontaminer les lieux. Non seulement il n'y a pas eu un début de décontamination mais certains habitants disent que des camions de l'ICS viennent encore y ajouter des engrais et autres déchets chimiques.

C'est ainsi que fonctionne la société capitaliste où la recherche du profit prime sur la santé de la population. Dans l'usine on exploite les travailleurs avec des salaires de misère et des conditions de travail infernales. Et hors de l'usine on continue à les empoisonner en rejetant les déchets dans la nature. Tout cela avec la complicité des pouvoir locaux.

Côte d'Ivoire

NON À L'ETHNISME, À LA XENOPHOBIE ET AU NATIONALISME !

Un simple accrochage entre une « moto-taxi » et un véhicule de transport en commun « Massa » s'est transformé en guerre entre deux communautés, Dioulà et Baoulé. Cela s'est passé le 15 et le 16 mai à Béoumi dans la région de Bouaké. Officiellement, il y a eu 11 morts, une centaine de blessés et de nombreux dégâts matériels. Plusieurs centaines de personnes ont été obligées de fuir. Des « armes de guerre » auraient été utilisées lors de ces affrontements. Il a fallu le déploiement de plusieurs centaines de gendarmes, de policiers et de militaires ainsi que l'instauration d'un couvre-feu dès 18h pour que le calme revienne.

Cet affrontement n'est évidemment pas arrivé sous un ciel serein. Des rancœurs se sont accumulées depuis 2002, depuis la partition du pays en deux. Les milices de Guillaume Soro, les MPCI, qui ont contrôlé cette région durant plusieurs années, ont commis de nombreuses exactions envers les populations baoulé. Des années se sont écoulées mais les victimes n'ont pas oublié. Il a fallu une étincelle pour raviver les haines accumulées.

Ensuite, à chaque élection, communale, législative et présidentielle, les différents candidats en compétition ont fait monter les enchères à caractère ethniste et ont attisé les tensions intercommunautaires pour mobiliser leur électorat sur une base essentiellement ethnique.

Novembre 2018 : affrontement entre les Yacouba et Malinké dans la ville de Zouan-Hounien

Aujourd'hui, les autorités œuvrent à l'apaisement. D'autant plus que la situation est plutôt alarmante, quand on sait que des rancœurs entre populations, comme à Béoumi, existent potentiellement un peu partout.

Ainsi, par exemple, au mois d'Avril dernier à Agboville, une agression contre un jeune de l'ethnie Abbey a dégénéré en conflit ethnique entre Abbey et Dioulà, faisant plusieurs blessés et des dégâts matériels. Dans le même mois, des jeunes de ces deux mêmes ethnies se sont affrontés à N'douci. Et le 18 mai, un conflit foncier a dégénéré en violence intercommunautaire, à Abengourou, faisant des blessés graves.

Tels des pompiers pyromanes, ce sont aujourd'hui ces mêmes qui jouent les bons offices pour calmer les populations. Ce qui ne les empêchera nullement de remettre le

couvert à l'approche de l'élection présidentielle de 2020, s'il y a une carotte au bout. Il y a donc fort à craindre que des conflits similaires de plus grande ampleur surgissent de nouveau dans la période à venir.

En tout cas, des ingrédients explosifs sont présents et s'accumulent depuis plusieurs années, à commencer par la misère, la pauvreté, le chômage et les conflits fonciers. C'est dans ce terreau que les propos haineux à caractère xénophobe, ethniste, religieux ou national véhiculés généralement par les dirigeants politiques pour accéder à la mangeoire, peuvent prendre un caractère explosif. Les travailleurs et les populations pauvres sont bien placés pour le savoir puisqu'ils ont déjà payé un très lourd tribut dans un passé pas si lointain.

Il ne faut pas que ce poison fasse de nouveau des dégâts dans nos rangs. La division fondamentale de la société n'est pas entre ethnies ou nationalités, mais entre classes sociales aux intérêts diamétralement opposés que sont les exploiteurs et les exploités.

Face aux patrons qui les exploitent, les travailleurs ont besoin au contraire de s'unir. C'est par l'union dans le combat qu'ils peuvent plus efficacement améliorer leur salaire, leurs conditions de vie, leur pouvoir d'achat. Les antagonismes ethniques, la xénophobie et le nationalisme sont des armes qu'utilisent nos ennemis de classes pour nous affaiblir.

Côte d'Ivoire

À LA SOUPE !

À l'approche de l'élection présidentielle de 2020, les candidats à la mangeoire, petits et grands, ont déjà senti la bonne odeur de la soupe.

Ainsi, par exemple, Ahipaud Martial, le tout premier Secrétaire Général de la Fesci dans les années 1990, qui se disait jadis « communiste », est allé frapper à la porte des tenants du pouvoir avec quelques-uns de ses semblables. Certains d'entre eux ont trempé dans l'ethnisme et la xénophobie, pour ne pas dire plus. Ils prétendent aujourd'hui vouloir accéder à des « postes à responsabilités » : en d'autres termes, passer à la mangeoire. Ceux-là pensent que le vent est pour l'instant du côté de ceux qui détiennent le pouvoir. Mais telles des girouettes, ils pourront toujours changer de camp au gré du vent.

Ahoussou Kouadio, le Président du Sénat, installé à ce poste par Ouattara, ne pouvant plus naviguer plus longtemps entre deux eaux, vient d'annoncer lui aussi qu'il rejoint finalement le camp Ouattara. C'est à croire qu'il lui a fallu pour cela du courage, puisqu'il a annoncé aux journalistes : « Je n'ai pas peur. Tout cela ne m'effraie pas ». Il n'a pas eu besoin d'ajouter : « j'ai la peau du ventre encore un peu creuse et je reste pour l'instant là où il y a encore à boire et à manger». Entre gens du même monde, ils se comprennent.

ATTECOUBÉ : LES POPULATIONS SE RÉVOLTENT CONTRE L'INSECURITÉ

Le 20 mai dernier, des habitants d'Attécoubé, un quartier populaire de la ville d'Abidjan, ont fait une marche pour protester contre la recrudescence des attaques des « microbes ». Rassemblés devant la Mairie, brandissant des pancartes, hommes, femmes et jeunes ont battu le pavé pour exprimer leur mécontentement. À peine la manifestation avait-elle commencé que la police a été envoyée pour disperser les manifestants. Ces derniers ont fait usage de matraques et de gaz lacrymogène. Il y a eu plusieurs blessés.

Depuis des années, ce quartier est en proie à l'insécurité grandissante. Les travailleurs allant au boulot tôt le matin ou rentrant tard le soir sont la cible de ces délinquants. Avec le ramadan, ceux qui vont à la prière à l'aube ne sont pas épargnés. Il ne se passe pas de jour sans son lot d'agressions. Il y a des blessés et souvent des morts. Parfois, il y a des bagarres entre bandes rivales ; les populations sont obligées de se terrer chez elles en attendant que les choses se calment.

Face à tout ça, on voit rarement les forces de l'ordre intervenir. Par contre, lorsque les populations victimes de cette insécurité osent lever le petit doigt pour protester, les corps habillés sont promptes à mater ceux qui ne demandent qu'un peu plus de sécurité. Nombreux sont ceux qui se sentent abandonnés par l'État.

Et dire que le gouvernement annonçait récemment que la Cote d'Ivoire a atteint un niveau de sécurité équivalent à celui de la Suisse. C'est à croire que c'était pour faire rire !

Côte d'Ivoire

ZONE INDUDTRIELLE DE YOPOUGON : DÉMOLITION DES RESTAURANTS DE FORTUNE. IL FAUT EXIGER DES CANTINES SUBVENTIONNÉES DANS LES USINES !

Les petits apatams autour des différentes entreprises qui servaient de restaurants aux travailleurs de la zone industrielle de Yopougon ont été tous rasés. À la place il y aura, parait-il, du gazon et des fleurs.

Ces femmes qui faisaient à manger dans ces endroits, ce sont pour la plupart nos mères, nos sœurs ou nos compagnes. C'est dans leurs gargotes que nous les travailleurs pouvions avoir à manger à moindre coût, correspondant à nos bas salaires. Et elles étaient aussi situées à proximité immédiate des usines. Maintenant qu'il n'y a plus de restaurant tout près, on est obligé d'aller plus loin pour trouver à manger alors que le temps de pause pour se restaurer est tout petit.

Que les autorités obligent les patrons d'installer des cantines subventionnées dans leurs usines au lieu de chasser les femmes qui essaient de survivre en vendant des aliments sous les apatams !

Tchad

PAR L'INACTION DU GOUVERNEMENT L'ÉPIDÉMIE DE ROUGEOLE CONTINUE DE TUER

Un centre de vaccination improvisé sous des arbres

L'épidémie de rougeole officiellement déclarée en mai 2018 à Ndjaména la capitale et à Amtiman (sud-est du Tchad), continue de faire des ravages. Cette épidémie a aujourd'hui affecté 69 des 126 districts du pays. Entre janvier et mars 2019 par exemple, Médecins Sans Frontière (MSF) a recensé 9.000 cas de rougeole et déclaré 68 décès. Selon cette organisation, l'épidémie gagne même en intensité.

À N'Djamena, MSF a transformé son ancien centre nutritionnel thérapeutique pour y accueillir des enfants atteints par la rougeole. Environ 1.500 patients y ont été soignés. Travaillant avec 270 relais communautaires, MSF cherche à renforcer ses capacités de dépistage.

À Amtiman et aux alentours, l'équipe de MSF a vacciné 107.000 enfants. Elle soigne également des patients à l'hôpital d'Amtiman ainsi que ceux des centres de santé.

Pour atteindre de bons résultats, 95% des enfants devraient être vaccinés, selon les médecins. Or au Tchad, seul un enfant sur trois de moins de cinq ans est vacciné contre la rougeole. Aussi l'organisation non gouvernementale demande à l'État tchadien une plus grande participation à la lutte contre ce fléau. Mais le ministère tchadien de la Santé traîne les pieds. Ses dirigeants, à l'image de ceux haut-placés dans l'appareil d'État sont beaucoup plus intéressés par ce qu'ils peuvent en tirer comme profit pour leurs intérêts personnels qu'à s'occuper de la santé de la population. Impliquer davantage l'État comme le souhaite MSF ne leur rapporte rien à mettre sous la dent.

Tchad

LE RÉGIME CONTINUE DE MENACER DES JEUNES MANIFESTANTS

Les treize jeunes qui avaient bravé l'interdiction de manifester en descendant dans la rue le 25 avril dernier pour protester contre la pénurie du gaz butane qui frappait durement les familles pauvres, ont été arrêtés manu militari par des éléments de la police, tabassés avant d'être jetés en prison. Ils ont été libérés après deux jours de détention mais le régime continue de s'acharner contre trois d'entre eux qui, paraît-il, seraient des meneurs.

Le premier est un rappeur menacé de mort par des inconnus à la solde du régime ; le deuxième a été mis à la porte par son bailleur qui aurait sans doute reçu les mêmes menaces. Quant à la troisième personne, une fille, des pressions sont exercées directement sur sa famille. Voici comment elle raconte son calvaire :

"À l'heure où je vous parle, je suis persécutée par ma propre famille qui m'a bastonnée juste après ma libération par le parquet. Certains membres de ma famille ont demandé à mon bourreau de me tuer parce qu'ils ne veulent pas avoir de problème avec le régime actuel. (...) les rues sont surveillées pour me traquer et me faire taire à jamais. Et le pire pourrait arriver à tout moment".

Voilà comment le régime dictatorial de Deby soutenu par le gouvernement français au service des nantis et des capitalistes, se comporte envers les jeunes : les terroriser pour les faire taire.

DES JEUNES EN COLÈRE MANIFESTENT LEUR MÉCONTENTEMENT

Le 7 mai dernier, à la suite d'une banale dispute entre jeunes à Moursal, un des quartiers populaires de Ndjaména, l'un d'eux a été interpellé par la police et conduit au commissariat du 6ème arrondissement. Relâché, ce jeune s'écroule de douleur à quelques mètres de là.

Ayant appris ce qui est arrivé à leur camarade, des jeunes se sont rendus à ce commissariat et ont obligé la police à transporter leur camarade à l'hôpital.

Une semaine plus tard la victime décède. Les jeunes de ce quartier, en colère, ont alors immédiatement accusé les policiers d'avoir torturé à mort leur camarade. Armés de couteaux et de machettes, ils ont attaqué par deux fois, le commissariat en question. Il a fallu l'intervention importante d'autres forces de l'ordre pour rétablir la situation.

Dans les commissariats des quartiers populaires, les bavures policières sont monnaie courante et les auteurs de ces actes barbares ne sont ni poursuivis, ni inquiétés. Mais cette fois, les jeunes de Moursal ont réagi, et ils ont raison.

Soudan

LA POPULATION CONTINUE D'EXIGER UN GOUVERNEMENT CIVIL

Manifestation devant le QG de l'armée à Khartoum, le 6 avril, pour exiger le départ du président el-Béchir

La tension entre l'opposition et l'armée est loin de s'apaiser. Les organisations d'opposition, et avec elles la population des villes, manifestent pour exiger une autorité de transition composée d'une majorité civile. L'acteur principal de la protestation, l'Alliance pour la liberté et le changement (ALC) maintient la manifestation quotidienne devant le QG de l'armée. Pour l'instant les généraux du Conseil militaire ne veulent pas reculer devant la détermination de l'opposition. Devant cette épreuve de force, l'ALC et l'Association des professionnels soudanais (APS) envisagent d'organiser une grève générale dans tout le pays.

Rappelons que le dictateur Omar Al-Bachir, au pouvoir depuis 30 ans, a fini par être renversé le 11 avril dernier par le soulèvement populaire. Durant son long règne il a semé la terreur contre les opposants politiques, plus particulièrement contre les militants du Parti Communiste soudanais, l'un des plus anciens implantés en Afrique, et aussi contre les militants syndicaux. De nombreux militants ont été massacrés par son régime, d'autres sont morts en prison. Ceux qui ont survécu ont été contraints de s'exiler ou de survivre dans l'ombre. La remontée de la contestation populaire depuis quelques mois est probablement pour eux une occasion de refaire surface et de renouer avec le mouvement ouvrier.

Quelle va être l'ampleur de la grève générale ? Comment les généraux au pouvoir vont-ils réagir ? Accepteront-ils de laisser le pouvoir au civil comme le réclament les manifestants ? Et ce gouvernement civil, comment réagira-t-il face aux aspirations des travailleurs et des petites gens qui attendent de lui une amélioration de leurs conditions d'existence ?

Ce qui est sûr c'est que pour faire aboutir leurs revendications, les travailleurs ne pourront compter que sur leurs luttes et leur détermination sans remettre leur sort entre les mains des politiciens qui en profiteront pour se hisser au pouvoir et se retourneront contre eux.

Les prolétaires n'ont pas de patrie

Éthiopie

LES SALAIRES PARMI LES PLUS BAS DU MONDE ATTIRENT DES CAPITAUX

Récemment, selon le Centre Stern, une ONG américaine qui agit dans le domaine des droits de l'homme, le salaire moyen mensuel d'un ouvrier de l'industrie textile est de 291€ en Chine, de 185€ au Kenya, 85€ au Bangladesh et de 23€ en Éthiopie, salaire indiqué comme le plus bas du monde dans cette branche industrielle du textile.

Des ouvrières dans une usine de textile à Hawassa, en Ethiopie, en novembre 2017

Fort de ce triste atout, le gouvernement éthiopien a invité des investisseurs à venir transformer le pays en « atelier du monde ». Il leur garantit une main-d'œuvre pas chère et surtout docile. Et en plus ils ont des avantages fiscaux. Des sociétés chinoises ont ouvert des usines géantes pour la fabrication de vêtements de grandes marques comme H&M, Calvin Klein, Décathlon.

Sur de grandes chaînes, dans des immenses ateliers, sur une surface de 250 hectares, à environ 30 km d'Addis Abeba, à Hawassa, travaillent 25 000 ouvrières dans des conditions dures et sans réelle sécurité. C'est un cadeau pour les capitalistes.

Les salaires sont tellement bas que les travailleuses ne parviennent pas à en vivre décemment. De plus, elles subissent parfois la brutalité des chefs d'atelier. La rotation du personnel est telle qu'il est rare qu'une ouvrière y passe plus d'une année. Elles montrent leur mécontentement soit en faisant grève, soit en démissionnant. Du coup elles désavouent les promesses faites aux investisseurs par les dirigeants.

Bien sûr ces capitalistes ont trouvé un pays où les salaires sont parmi les plus bas du monde mais les travailleuses ne veulent pas accepter cette situation. Les syndicats locaux ont commencé à se manifester pour défendre les salariées.

En effet, pour lutter contre la misère et contre l'exploitation, il n'y a pas d'autre solution que la lutte des exploités eux-mêmes. En Ethiopie comme partout ailleurs, il est nécessaire de se battre contre le capitalisme qui domine le monde.

Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiteurs.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.